

-2247 000 000

Il faut trouver 2,2 milliards et les nationalistes flamands préparent une note radicale ciblant la sécurité sociale.

Mais pour le CD&V et l'Open VLD Maggie De Block, la potion sera sans doute imbuvable.

Le nouveau conclave budgétaire sera chaud...

La N-VA va s'ortir le bazooka pour économiser dans la Sécu

2,247

MILLIARDS D'EUROS

C'est le montant total de l'effort à réaliser durant les prochains jours de conclave budgétaire au fédéral.

2,897

MILLIARDS D'EUROS

Le "dérapage" réel des finances publiques dans le cadre du budget 2016 est en fait plus élevé en raison des dépenses occasionnées par la crise migratoire.

1,392

MILLIARDS D'EUROS

C'est le montant de la surestimation des rentrées fiscales pour 2016 en raison, en partie, d'un nouveau couac venant du SPF Finances.

467

MILLIONS D'EUROS

Par rapport au budget initial, le solde de financement de la sécurité sociale se détériore de 467 millions d'euros.

314

MILLIONS D'EUROS

L'impact du dépassement de l'indice pivot attendu en juillet 2016 sur les prestations sociales versées en 2016 par l'Inami, l'ONP et l'Onem.

106,1%

DU PIB

C'est le niveau de la dette publique belge pour 2015 selon les prévisions d'hiver de février 2016 de la Commission européenne.

Choc des idéologies en vue au conclave...

C'est une habitude. Avant chaque conclave, il y a une phase de dramatisation des enjeux. Mais, cette fois-ci, le gouvernement Michel a vraiment un problème. Le verdict du rapport du comité de monitoring, diffusé mardi, est cruel : la "suédoise" devra trouver au minimum 2,2 milliards pour faire rentrer son budget 2016 dans les clous. L'équation est finalement très simple : pour faire coller les chiffres, il faudra soit trouver des recettes, soit faire des économies soit reporter la date de retour à l'équilibre budgétaire fixée, pour l'instant en tout cas, à 2018.

Pour la coalition de centre-droit, la création de nouvelles taxes ou l'augmentation des impôts existants n'est pas une option. Reste donc le report de l'équilibre (on parle de 2019) et/ou la voie, plus douloureuse, d'un très sérieux tour de vis dans les dépenses publiques... Sur ce dernier point, la N-VA est clairement en faveur d'économies drastiques dans la sécurité sociale. Selon nos informations, le principal parti de la majorité fédérale est en train de concocter une note reprenant ses propositions de coupes sombres. Les ministres et leurs experts devraient rece-

voir ce document dans leur boîte mail dans les prochains jours. Histoire de démarrer les négociations sur de bonnes bases, c'est-à-dire en partant du point de vue de la N-VA...

De Wever avait annoncé la couleur

Concrètement, le détail de ces mesures d'économies dans la Sécu ne filtre pas. Mais Bart De Wever, le président des nationalistes flamands, avait annoncé la couleur dès janvier dernier : pour lui, il faut notamment aller puiser des gros sous dans la gestion des indemnités de chômage et de l'assurance-maladie.

Bref, pour la N-VA, la récréation est terminée. Elle compte peser de tout son poids pour s'attaquer au mastodonte budgétaire de la sécurité sociale. Les nationalistes veulent absolument marquer des points durant ce conclave, ramener quelques trophées à jeter aux pieds de leurs électeurs.

Aux yeux de la Flandre, ils se sentent actuellement déforçés : pour que la "suédoise" soit possible, ils ont accepté un stand still communautaire jusqu'en 2019. En échange, le gouvernement Michel devait accomplir de grandes avancées socio-économiques. Mais voilà que

la trajectoire budgétaire de la Belgique se déforme, que l'administration fiscale accumule les bourdes, que le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), se fait bombarder pour cette mauvaise gestion... La N-VA veut donc se rattraper à l'occasion de cet ajustement budgétaire et compte bien faire passer le message chez le Premier ministre. Pour les flaminguants, il y a une urgence budgétaire. C'est maintenant qu'il faut rectifier le tir dans les finances publiques de manière durable. Après, les élections seront trop proches pour nouer ce genre de deal délicat.

Bisbrouilles entre Open VLD

Toutefois, le plus grand parti flamand va devoir déjouer le refus de Maggie De Block (Open VLD), la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique. Elle a prévenu ses partenaires, elle est opposée à de nouvelles économies dans la Sécurité sociale. "Magic Maggie" défend son département mais, en coulisses, certains se demandent si elle sera appuyée par Alexander De Croo. Comme vice-Premier ministre Open VLD, c'est lui qui sera aux premières loges durant le conclave. "De Croo ne suit pas De Block, confie une source gouvernementale. Il est partisan d'une ligne plus dure sur le plan des économies. Ce conflit potentiel n'a pas encore éclaté mais ça finira par sortir. On sait tous que c'est la menace au sein du VLD..."

Tabou au CD&V

Imaginons que les divisions libérales flamandes fassent le jeu de la N-VA, le principal opposant à ces coupes supplémentaires dans le "social" reste le poids lourd du CD&V au sein de l'équipe fédérale: Kris Peeters. Il est poussé dans le dos par son président de parti, Wouter Beke, qui a rejeté les plans de Bart De Wever. Ces deux-là ne céderont pas facilement aux exigences de la N-VA.

Reste le MR... Les libéraux sont les meilleurs partenaires des nationalistes lorsque l'on parle de sécurité, de lutte antiterroriste. Mais en matière de sécurité sociale, c'est différent. Les troupes de Charles Michel se disent plus proches des vues centristes démocrates-chrétiennes. A l'inverse, le seul parti francophone de la coalition doit ménager la susceptibilité du top de la N-VA.

Le locataire du "16" va devoir jouer au funambule. Ce conclave sera une épreuve du feu pour la majorité. Une de plus.

Frédéric Chardon

Épinglé**La Sécu dérape de 467 millions**

Dérageage. Un des éléments qui explique la hauteur de l'ajustement à venir est le dérapage du budget de la sécurité sociale. Selon le comité de monitoring, par rapport au budget initial, le solde de financement de la sécu se détériore de 467 millions d'euros. C'est le régime des travailleurs salariés qui plombe les comptes (-511 millions), alors que le régime des travailleurs indépendants se porte mieux

(+87 millions), surtout en raison de la hausse des cotisations.

Indexation. Chez les salariés, la détérioration de 511 millions provient d'une diminution des recettes de 141 millions, dont 35 millions de diminution de cotisations et 109 millions de baisse du financement alternatif (TVA surtout), et d'une hausse des dépenses de 370 millions, principalement liée au dépassement plus rapide que prévu de l'indice pivot, en juillet, qui déclenchera une indexation des prestations sociales à partir d'août. Cette indexation dopera les dépenses en indemnités de l'Inami (+61 millions), de l'Office des pensions (+187) et de l'Onem (+66). **L.G.**

“Reportons l'équilibre à 2020 ou après”

Entretien **Laurent Gérard**

Bruno Colmant, professeur d'économie à l'ULB, nous éclaire sur le déficit budgétaire.

Un ajustement de 2,2 voire 2,9 milliards d'euros, est-ce inédit ces dernières années?

Cela me semble important, en tout cas. Deux milliards, c'est 0,5% du produit intérieur brut (PIB), c'est beaucoup.

Est-il justifié de ne pas prendre en compte les 650 millions d'euros que coûte la crise de l'asile?

Ce serait justifié, parce que c'est un élément de nature extraordinaire. Cela a du sens, à partir du moment où l'Europe essaye de donner une réponse collective à ce problème de migration.

La Commission européenne pourrait suivre la Belgique dans cette voie?

Oui. L'idée circule en Europe. La Commission l'approuvera certainement.

Il reste quand même 2,1 milliards de déficit. Faut-il le combler? Faut-il revoir la

trajectoire budgétaire et reporter le retour à l'équilibre au-delà de 2018?

On doit absolument reporter le retour à l'équilibre. Alors qu'on est en très faible croissance économique et qu'on essaye comme on peut de stimuler l'activité économique, cela n'a aucun sens de contraindre à nouveau les finances de l'Etat de deux milliards. Il ne faut pas oublier qu'un déficit budgétaire se finance par l'emprunt. Or, comme l'Etat s'endette actuellement à un taux d'intérêt négatif, ou nul, emprunter pour financer un surcroît de déficit budgétaire n'est pas du tout grave. Au contraire, si l'Etat arrive à financer ce déficit avec des taux d'intérêt négatifs, cela lui fait gagner de l'argent. En plus, on sent partout en Europe une sorte de fatigue de la crise. Depuis 2008, on a répondu à la crise par l'austérité et la rigueur et, manifestement, il y a une usure du moral des citoyens par rapport à ces mesures d'austérité. Il vaut donc mieux ne pas lever d'impôts supplémentaires. Tous ces éléments plaident pour un report du retour à l'équilibre.

Mais cela irait à l'encontre des grands dis-

cours de bonne gestion et de rigueur budgétaire que l'on a entendus dans certains partis au pouvoir...

Oui, c'est vrai. Mais l'économie est une question d'adaptation permanente. Imposer la rigueur en pleine crise n'a pas de sens. Avoir prôné un peu trop vite le retour à l'équilibre, c'était peut-être cela l'erreur.

A vous entendre, ne faudrait-il pas reporter le retour au-delà de 2019?

Bien sûr que si. On peut reporter à 2019, 2020, et cetera. Le marché financier nous donne sa leçon. C'est maintenant que les Etats doivent s'endetter. De surcroît, les Etats peuvent refinancer une partie de leur dette auprès de la Banque centrale européenne (BCE). Le financement est non seulement accessible, mais en plus gratuit voire rémunérateur. Un dernier argument: la politique monétaire de la BCE, qui injecte de l'argent, a atteint ses limites. Il faut que les politiques budgétaires, c'est-à-dire de déficit, reprennent le relais. Qu'on soit économiste de gauche ou de droite, c'est juste une question de bon sens.